

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

6 AU 12 OCTOBRE 1994

N° 969

10,00 F

« La liberté ne s'use  
que si l'on ne s'en sert pas »

PARIS, LILLE  
LYON, SAINT-ETIENNE  
réunions publiques, spectacles  
rassemblements  
contre les lois sécuritaires  
SAMEDI 8 OCTOBRE  
P. 3

## PASQUA MENACE NOS LIBERTÉS

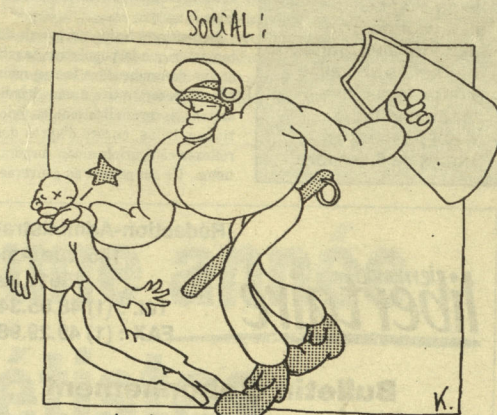
### Big Brother is watching you !

- La fouille des véhicules pourra être autorisée dans un périmètre de 10 kilomètres autour d'une manifestation ;
- les manifestants condamnés pour violence seraient contraints de se présenter dans un commissariat lors des manifestations pendant trois ans. Les étrangers seraient expulsés ;
- la vidéo-surveillance dans les rues et lieux publics serait légalisée et généralisée ;
- la dotation budgétaire de la police nationale augmente de plus de 70% (16,8 milliards de francs pour 1995-1999 contre 9,8 milliards en 1990-1994) afin, entre autres, de construire 150 commissariats ;
- renforcement du pouvoir des préfets et des polices municipales...

Pasqua a décidé de « construire une police nationale apte à affronter les turbulences du XXI<sup>e</sup> siècle ». Un projet parfaitement inquiétant, même si Pasqua — humour ou mauvaise foi ? — dit préférer « l'Etat républicain à l'Etat policier ». Pourtant, le projet du ministre de l'Intérieur ne vise qu'à accroître la répression en la rendant plus efficace, plus sévère, et en élargissant ses domaines d'action.

La loi « sécurité », déjà adoptée par le Sénat, doit prochainement être votée au Parlement ; dès lors, l'omniprésence policière rassurera le bourgeois, qui plus est avec une « caution » démocratique. En vérité, la population aura simplement été mise devant le fait accompli : après avoir installé des caméras à chaque carrefour, Pasqua vient nous raconter que

(suite p. 3)



le retour de "l'Etat impartial" ?

PARIS : SUR LE FRONT DES EXPULSIONS

## Un toit est un droit !

ES-CE, comme l'indique un récent communiqué du « Droit au Logement » (1), parce qu'une circulaire émanant des ministères de l'Intérieur, du Logement et de la Justice vient à point nommé en vue de « libéraliser » l'expulsion locative ? Toujours est-il que les expulsions connaissent un rythme particulière-

ment soutenu en ce début d'automne 1994.

Le squat du 7, avenue de Breteuil (7<sup>e</sup>), longtemps siège de la Coordination des sans-abri, a vécu ! A la même période, le mercredi 21 septembre, un habitant du 85, rue des Haies (20<sup>e</sup>), Jacky Thieffine, a connu, lui aussi, la dure loi de l'expulsion. Au jour du jeudi 29 septembre, il menait encore une grève de la faim devant son ex-domicile, sans désir de l'interrompre, alors qu'il est invalide à 80%. Il souhaitait demeurer dans son arron-

dissement, parmi ses amis, qui en raison de son invalidité s'avèrent d'un précieux secours. La mairie ne l'entendait pas de cette oreille,

### Un invalide sur le pavé

puisqu'elle lui avait proposé l'exil en banlieue, qu'il avait bien sûr refusé. L'après-midi du 29, la Coordination des sans-abri, le Comité de soutien à Jacky Thieffine... ont manifesté

devant la mairie du 20<sup>e</sup>, place Gambetta, pour marquer leur solidarité. L'action a fini par payer. Jacky Thieffine a obtenu une chambre d'hôtel jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, puis un logement dans le 20<sup>e</sup>.

La veille déjà, il y avait eu une manifestation devant la mairie du 19<sup>e</sup>, où le premier magistrat, M. Bulté avait refusé de recevoir une délégation des familles du 17, rue Petit. Ce mercredi 28, à 17 h 30, à l'appel de diverses associations : « Bail et Clefs », Coordination des sans-abri, CGL, DAL, LCR, CGT-19<sup>e</sup>,

Sos-Racisme-19<sup>e</sup> et PCF-19<sup>e</sup>, un groupe d'une centaine de personnes s'est donc présenté, place Armand-Carrel, pour protester contre le fait que le 30 août des agents de la Ville de Paris (autant dire des nerfs), en toute illégalité, ont pénétré au 17 pour y commettre des déprédations, puis sont revenus le surlendemain avec un huissier pour faire constater l'insalubrité du lieu et ainsi le murer. Les familles ont porté plainte pour violation de domicile auprès du commissariat...

(suite p. 8)

T 2137 - 969 - 10.00 F



POP 2520

# Les habits neufs de la police

**N**E COMMETTONS pas l'erreur de sous-estimer Balladur. Ce fin tacticien a su tirer profit de toutes les vieilles recettes politiciennes. Chaque fois qu'il a voulu imposer une réforme importante, il a employé sa méthode privilégiée : le leurre.

En effet, la mobilisation fleuve du camp laïque ne doit pas nous faire oublier que si l'abrogation de la loi Falloux a été reléguée aux calendes grecques, l'école « libre » a été copieusement servie par les budgets 1993 et 1994. Les sommes allouées par l'Etat à l'enseignement privé ont progressé beaucoup plus vite que les crédits globaux de l'Édu-

cation nationale (+ 7,82% contre 4,73% en 1993 ; 5,29% contre 2,86 en 1994). Représentant à peine 17% des élèves scolarisés en France, l'enseignement privé (à 90% catholique) a bénéficié de 45% des 3 088 nouveaux postes créés par le ministère de l'Éducation nationale, soit 1 392 salariés supplémentaires pour le privé aux frais des contribuables (1).

## Un ministre

### proche de ses troupes

De même la révolte nombriliste de la jeunesse contre le Contrat d'insertion professionnelle (CIP) n'a pas empêché Michel Giraud de faire passer son plan quinquennal pour l'emploi qui consacre — entre autres atteintes aux acquis sociaux — l'annualisation du temps de travail. Certes, le patronat n'aura pas encore la possibilité de sous-payer les jeunes diplômés à 80% du SMIC mais il aura cependant obtenu d'importantes compensations.

Bien sûr, ces luttes ont permis de constater que la population savait encore descendre dans la rue, mais elle est encore rétive à une globalisation des revendications et fonctionne, hélas, encore d'après des réflexes catégoriels sinon corporatistes. Ce qui permet au gouverne-

ment Balladur de faire deux pas (de géant) en avant tout en ayant l'air de céder aux revendications populaires. Et d'une pierre deux coups !

Le projet de loi « d'orientation et de programmation relatif à la sécurité » préparé par Charles Pasqua pourrait bien être le dernier avatar en date de cette méthode diaboliquement efficace.

S'il est légitime de dénoncer les dérives sécuritaires les plus flagrantes du texte voté le 8 juillet dernier par les sénateurs et qui aura été étudié le 3 octobre par le Parlement, il nous appartient de tout mettre en œuvre pour que la sacro-sainte opinion publique en découvre toutes les facettes. Car la copie du locataire de la place Beauvau ne se résume pas, loin s'en faut, à la restriction du droit de manifester et à la vidéo-surveillance (2), mais — et c'est là l'essentiel — pose les bases de la réorganisation structurelle de la police. Et là-dessus force est de constater que l'opposition parlementaire n'a pas été très loquace. Sans doute parce qu'elle partage certaines des vues du ministre de l'Intérieur !

Bon élève, Pasqua a su tirer partie des leçons de stratégie politique de Balladur. Car pour assurer la pérennité de ses vues sécuritaires, il a remarquablement préparé son dossier.

En novembre 1993, il charge Pierre Bordry, conseiller d'Etat, de l'orchestration d'une large consultation des fonctionnaires de police, et ceci à deux niveaux. Tout d'abord, par le biais d'un questionnaire adressé à tous les membres de cette grande famille, puis par celui de rencontres régulières avec les organisations syndicales.

La constance du soutien de Pasqua à ses troupes et les « qualités » de dialogue de Pierre Bordry expliquent en partie le taux élevé de réponses : 70 000 sur un effectif de 120 000 policiers (3).

Pasqua s'est, par contre, bien gardé de publier le rapport d'étape de Pierre

Bordry, car selon certains responsables syndicaux de la police, il dénonçait de graves dysfonctionnements, dont l'étalage sur la place publique aurait fait mauvais genre en cette période pré-électorale (4).

Lors de la table ronde du 28 avril dernier qui réunissait l'ensemble des directeurs de la police et les diverses formations syndicales, Pasqua a dressé les grandes lignes de son projet (5). Citons-les dans le désordre :

— création de 1 500 emplois de personnels pénitentiaires sur trois ans ;

— recrutement annuel d'un millier d'agents administratifs policiers « actifs » des bureaux ;

— attribution d'indemnités aux policiers de terrain exerçant des missions « difficiles » dans certaines agglomérations ;

— simplification des corps et carrières à trois ensembles : un corps de conception et de direction (commissaires) ; un corps de commandement et d'encadrement (les inspecteurs, les commandants et les officiers) ; un corps de maîtrise et d'application (la masse des autres catégories de policiers, gradés et gardiens de la paix pour l'essentiel). Les officiers et commandants en tenue se verraient reconnaître la qualification d'Officier de police judiciaire (OPJ) ;

— pour échapper aux coupes budgétaires des ministres du Budget et de la Fonction publique,

Avec ce trio de fidèles, Pasqua compte bien renforcer sa mainmise sur la police (6). Juste au cas où certains membres de la hiérarchie policière verraient d'un mauvais œil le renforcement des pouvoirs préfectoraux au détriment de ceux des commissaires de la République.

Pourtant, la partie est loin d'être gagnée pour Pasqua car une partie de la majorité risque de l'interpeller sur nombre de sujets passionnels. Parmi ceux-ci, soulignons la polémique qui entoure le statut des polices municipales. Car de nombreux élus de droite, notamment Pierre Balkany (député RPR des Hauts-de-Seine, auteur d'un rapport commandé par Edouard Balladur sur ce sujet en juillet 1993), mais aussi de gauche réclament l'extension des attributions des policiers municipaux en dehors du cadre des simples codes des communes et des arrêtés signés par le maire (7).

L'autre pomme de discorde portera sur l'abrogation de l'arrêté du 12 messidor de l'an VII (1<sup>er</sup> juillet 1800) qui interdit au maire de Paris de créer une police municipale. Quoique Jacques Chirac ait cherché à arrondir les angles, Jacques Dominati, qui entend bien lui succéder à la Mairie, n'hésitera pas à relancer le débat par l'intermédiaire de son fils, Laurent Dominati, député de Paris et co-signataire d'un projet de loi allant dans ce sens (8).

De toute façon, avant même que les parlementaires aient pléché sur le sujet, il y avait, en 1993, 10 977 policiers municipaux dans 2 849 communes contre 5 641 agents dans 1 748 communes en 1984. Et depuis le 12 mars, chaque maire peut, s'il le désire, armer sa police municipale. Ce qui est d'ores et déjà le cas pour 36% d'entre elles. ♦

CHRISTOPHE  
(gr. Humeurs Noires - Lille)

## Les maires jouent les shérifs

les policiers obtiendraient un statut social dérogatoire, inscrit dans la loi ;

— enfin, Pasqua a obtenu l'assurance de pouvoir disposer d'un plan quinquennal de 8 milliards de francs sur cinq ans pour la modernisation de la police (immobilier, transmission informatique, renforcement des équipements de protection des CRS...).

Après quatre mois d'état de grâce le consensus qui entourait cette consultation a commencé à subir de nombreuses failles. Failles qui ont amené Pasqua à placer des hommes sûrs aux postes clefs, début septembre.

Claude Guéant, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine de 1986 à 1991, numéro 2 du cabinet du ministre de l'Intérieur, est catapulté directeur général de la police nationale. Après avoir remplacé à la tête de ce même cabinet, en avril 1993, Philippe Massoni, actuel préfet de police de Paris, Joël Thoraval devient quant à lui Préfet de Paris et de l'Île-de-France.

**PARIS**  
jeudi 6 octobre  
19 h 30  
place de l'Opéra  
(terre-plein central)  
rassemblement  
de soutien à l'appel  
du Comité Somport  
Ile-de-France,  
en faveur de trois  
militants anti-tunnel,  
interpellés en vallée  
d'Aspe lors d'une  
action pacifique,  
et qui passent en  
procès ce 6 octobre.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# Big Brother is watching you !

(suite de la « une »)

dans un Etat de droit de telles pratiques ne sauraient profiter d'un vide juridique et qu'il faut par conséquent voter une loi afin de réglementer tout ça... Plus démocratique, tu meurs...

L'aspect politique de telles mesures sécuritaires est évident... Il s'agit tout simplement de limiter autant que possible le droit de manifester et par conséquent le droit d'expression et de contestation. Il s'agit en vérité de maintenir plus solidement le couvercle sur la marmite dans un contexte social explosif.

## RADIO LIBERTAIRE (89.4)

« Raconte pas ta vie » :  
un anarchiste argentin  
de Paris au Cambodge  
samedi 8 octobre, de 20 h 30 à 22 h

En l'absence totale de vraie solution au problème du chômage, alors même qu'il paraît difficile d'occuper les chômeurs de longue durée par des emplois plus ou moins bidons, alors que la population se reconnaît de moins en moins dans les partis ; alors que les organisations syndicales traditionnelles ne parviennent plus à encadrer les mouvements sociaux, le gouvernement craint franchement d'être malmené dans la rue. Il n'a pas tort, et les anarchistes seront là pour lutter contre cette nouvelle loi liberticide.

La population ne peut accepter indéfiniment d'être trompée. Pasqua entend profiter au maximum d'une cote de popularité encore favorable, mais il doit savoir que les victimes du système dont il est garant ont forcément conscience d'être des victimes... ♦

GRUPE SACCO-VANZETTI  
(Chelles)

LYON  
« La démocratie blindée :  
une arme contre les luttes sociales »  
débat public  
samedi 8 octobre - 15 h  
à la librairie La Plume Noire  
19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon  
(organisé par les groupes FA de Lyon)

SAINT-ETIENNE  
« Six heures contre Big Brother »  
Journée d'action contre le projet  
de loi liberticide Pasqua  
concert et meeting (à 20 h)  
samedi 8 octobre - de 18 h à minuit  
Amicale Chapelon  
(vers la place Jacquard)  
(organisé par le groupe Nestor-Makhno  
de la région stéphanoise et Mad's Collectif)

Rassemblements  
contre les lois  
sécuritaires

PARIS  
samedi 8 octobre  
15 h  
place Beaubourg  
(tribunal des flagrants  
délits pasquais  
organisé par la FA)

LILLE  
samedi 8 octobre  
18 h  
Grand' Place  
(organisé par  
le groupe Humeurs  
Noires de Lille)

## Octobre 1994 : agir pour les libertés, désobéir aux lois scélérates !

La liberté de circuler, de se promener en toute tranquillité, de manifester, de s'associer... ne se négocie pas. Ces droits n'appartiennent à aucun gouvernement. Aujourd'hui, comme hier, la rue nous appartient !

Le régime actuel est incapable d'apporter une réponse aux problèmes fondamentaux de la société (chômage, misère, exclusion...). Il a peur de ne plus pouvoir contrôler les réactions légitimes de ceux pour qui la situation devient insupportable. Il renforce donc ses outils répressifs (police, prison, armée de métier), au lieu de chercher les solutions sociales adéquates.

Les lois qui ne sont pas respectables, doivent-elles être respectées ? Même si la France de 1994 ne subit

pas un régime fasciste, l'accumulation des lois sécuritaires votées depuis plus de dix ans nous font quitter la « démocratie républicaine » pour rentrer dans une « démocratie en béton armé » inspirée par Big Brother.

Au printemps 1994, la mobilisation contre le CIP a fait reculer le gouvernement, en octobre 1994, où que nous soyons, à quelque niveau que ce soit, individuellement et/ou collectivement, nous devons agir pour :

- la liberté des individus ;
- l'égalité sociale ;
- l'entraide entre les peuples ! ♦

Les RELATIONS EXTÉRIEURES  
de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

## Associations

### PARIS : RÉUNION-DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES

L'Union régionale parisienne de l'Union des anarchistes organise une réunion-débat sur le thème suivant : « Anti-sexisme et féminisme », le lundi 10 octobre à 19 h 30, salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (Métro Luxembourg), 75005 Paris.

### FLORANGE/THIONVILLE (MOSELLE) : PROJET D'OUVREMENT D'UN LIEU ALTERNATIF LIBERTAIRE

Le Collectif d'actions libertaires multilatérales (CALM) de la région de Florange/Thionville souhaite ouvrir un lieu autonome autogéré de rencontres, doté d'une bibliothèque et d'une salle de concerts. Il lance un appel au soutien financier, à tous ceux qui désirent voir l'anarchisme faire son chemin en Moselle (chèque à l'ordre de Eric Zanuttigh, avec mention au dos « Soutien espace CALM »). Collectif d'actions libertaires multilatérales (CALM) c/o Eric Zanuttigh, 5, rue des Potiers, 57190 Florange.

## COMBATS SOCIAUX

# 1993-1994 : bilan d'une année d'interventions cénétistes

Dans les numéros 925 et 926 (septembre 1993) du *Monde libertaire*, nous avons reproduit les propos de cinq militants de la CNT sur les actions de cette centrale anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire pour la période 1992-1993. La période 1993-1994 ne fut pas moins riche en interventions multiples. Ci-dessous, pour réaliser un nouveau bilan, nous présentons les réflexions de 9 militants de la CNT. Il ressort de ces propos, très curieusement, que les années sociales se suivent mais ne se ressemblent pas toujours, contrairement à ce que nous écrivions l'année dernière... En effet, pour la période 1992-1993, les syndicats de la CNT s'étaient trouvés impliqués dans un certain nombre de conflits locaux mais peu dans des mouvements régionaux ou nationaux. Pour l'année 1993-1994, c'est presque exactement l'inverse.

*Le Monde libertaire* : L'an dernier, les grèves à la Spes et à la Comatec avaient fait la « une » de la CNT en région parisienne. Nous allons commencer par demander à Serge Morisset, secrétaire-adjoint du Syndicat des transports, si la période 1993-1994 a été aussi fertile en événements ?

Serge Morisset : Non, dans ces deux entreprises la situation de conflit larvé est permanente, mais nous n'avons pas connu de conflits ouverts.

*Le Monde libertaire* : Quelle est ton appréciation du conflit à Air France ?

Serge Morisset : Notre syndicat a des contacts avec quelques sympathisants à Air France, mais il n'y existe pas de section CNT constituée. Notre appréciation est double.

À l'instar de l'ensemble du mouvement ouvrier, nous avons admiré la détermination du personnel pendant la grande grève de novembre 1993. Il est peut-être bon de rappeler que face à l'attitude des grévistes, le plan « social » prévu n'a pas été appliqué. Comme quoi... Quant au fameux référendum, soit-disant gagné par la direction, chacun sait et tout le monde le dit, que face au chantage, le choix entre « oui » et « non » était un choix truqué.

Une des actualités de notre syndicat pour la période aura été la création d'une section à la RATP.

*Le Monde libertaire* : Nous avons évoqué l'an dernier l'activité du Syndicat Interco (devenu depuis officiellement le Syndicat des employés et travailleurs précaires

du commerce et de l'industrie) à travers le conflit de Mina-Confection. Quelles ont été les suites de cet affrontement avec un patronat particulièrement féroce ?

A... (secrétaire du syndicat ETPRECI) : Notre syndicat connaît une vraie crise de croissance. Notre activité de soutien à des ouvriers et ouvrières du secteur de la confection a été connue par le bouche à oreille. Maintenant, nous comptons sur une cinquantaine d'adhérents et nous sommes submergés par les dossiers de conflits individuels et collectifs. Nous nous donnons en ce moment les moyens, en particulier juridiques, pour répondre à toutes les agressions du patronat connues de nous. C'est un travail colossal, et toutes les bonnes volontés et soutiens financiers sont les bienvenus.

(suite p. 4)

# 1993-1994 : bilan d'une année d'interventions cénétistes

(suite de la page 3)

**Le Monde libertaire** : Est-ce que tu n'as pas peur que votre syndicat se transforme uniquement en compagnie d'assurances sociales ?

**A...** : Cela pourrait être un danger. A tout nouvel adhérent nous expliquons d'entrée de jeu que le mot « solidarité » comporte la notion de réciprocité. Aujourd'hui je te donne un coup de main, demain c'est ton tour... Ce langage passe bien à 95%, et les actes suivent.

**Le Monde libertaire** : On continue de faire le tour des métiers. On va demander à Jean-Pierre Blouch, animateur du secteur PTT, de faire le point sur cette branche.

**Jean-Pierre Blouch** : En dehors des conflits locaux, les personnels de la Poste et des Télécoms doivent faire face aux méfaits de la privatisation pour les uns et de l'introduction des méthodes « managériales » pour les autres. Reclassement face à reclassement. Nous ferons le point sur cette question dans un prochain article.

En ce qui concerne les luttes locales, notre syndicat des PTT du Rhône s'est battu, avec le personnel, pour le maintien du site de Montrochet et a obtenu, suite à la fermeture de la plate-forme TGV, le reclassement de tout le personnel. Mais je ne vais pas refaire l'histoire de ce conflit puisque *le Monde libertaire* lui a consacré une pleine page dans le n° 938 en date du 30 décembre 1993. Ceci a eu pour conséquence inattendue la création de plusieurs sections CNT là où les militants ont été dispersés.

**Le Monde libertaire** : Cette année, les secteurs de l'Education, de la Santé et du Social ont tenu une grande place dans l'activité de la CNT, c'est pourquoi nous avons demandé à trois compagnons de nous en parler : Jean-Luc, secrétaire du Syndicat Education-RP, Benjamin, membre du bureau de la

Fédération SSE et Grégory, de la section universitaire CNT-FAU-Nanterre.

**Jean-Luc** : La grande affaire, bien sûr, a été la bagarre autour de la loi Falloux. Le sujet est trop connu pour y revenir en détail. Je peux quand même préciser que la CNT, dans son ensemble, a été très présente sur ce problème. Nous en avons bien sûr profité pour avancer nos propositions pour une éducation libertaire, propositions qui sont à cent lieues des pratiques de l'école républicaine et laïque ! Mais si nous étions sur le terrain de la résistance à l'agression des

## L'agression des calotins

calotins, nous constatons la nullité des partenaires « représentatifs » : FCPE, FEN, FSU... face à Bayrou, et s'appuyant sur une manifestation monstre, ils ont réclamé... des sous et des postes ! La laïcité à la trappe. Cela devrait quand même provoquer, ici et là, quelques révisions déchirantes sur l'efficacité du syndicalisme institutionnel, du syndicalisme d'accompagnement. Révisions qui seront fort utiles lors de la prochaine agression cléricale. Les pères jésuites Bayrou et Cloupet n'ont pas désarmé. Ils font leur boulot, faisons le nôtre... !

**Le Monde libertaire** : Et le CIP ?

**Benjamin** : Là aussi, la CNT a tenté (et réussi, je crois) d'être présente sur toutes les manifestations. Comme à Air France, une détermination acharnée a fait caler le gouvernement. Leçons à méditer. Autre leçon bonne à rappeler, et c'est ce que la CNT a fait : rappeler la « vocation » permanente des gouvernements et des patrons à peser sur les salaires. Déjà, Adam Smith en parlait au XVIII<sup>e</sup> siècle...

La jonction entre les jeunes en formation, les jeunes au travail et l'ensemble des salariés, qui avait été ratée en Mai 68 peut se réaliser à travers des agressions comme celle de la création (mort-née) du CIP.

Au catalogue des conflits larvés et non résolus, il faut noter les difficultés dans lesquelles se débattent les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), dont les crédits ont été brutalement diminués. D'un côté l'on pérore sur l'exclusion, de l'autre on pousse des milliers de personnes à la rue. Les manifestations publiques n'ont jusqu'à maintenant pas eu de suites positives. La parole appartient évidemment aux personnels des CHRS, mais la situation ne peut rester en l'état.

**Le Monde libertaire** : La « grande » presse s'est fait l'écho de l'affaire Watzal à Nanterre. Où en est-on ?

**Grégory** : Pour avoir une information complète sur cette « affaire », comme tu dis, je renvoie les lecteurs du ML aux dossiers réalisés par notre section et aux articles parus dans la presse, et pas seulement la « grande ». Notre action ayant provoqué un assez grand nombre de réactions, positives et négatives. Je rappelle que nous revendiquons notre action, dont le projet simple et quasiment banal était d'empêcher un « intellectuel » proche des milieux de la Nouvelle Droite allemande de prendre la parole à Nanterre. Il faut préciser que si cette action, par ailleurs routinière, est devenue une « affaire », la raison en est simple : elle a fourni un prétexte pour déclencher une guerre de clans chez les mandarins de la fac. Ceci ne me concerne plus...

**Le Monde libertaire** : Et pour des suites éventuelles ?

**Grégory** : Il est vrai que nous sommes menacés de représailles :

conseil de discipline... Le combat continue et nous comptons évidemment sur la solidarité active de tout le mouvement libertaire.

**Le Monde libertaire** : Puisque nous sommes dans le monde de l'éducation, restons-y encore quelques instants. François Spinner, pourquoi a-t-il été créé le Syndicat Education de l'Essonne ?

**François** : Pour une raison bien simple, parce que notre département est loin du 33, rue des Vignoles ! Nous sommes donc une toute nouvelle structure. Nous intervenons localement. Entre autres, la mairie d'Evry menaçait de priver de cantine les écoliers dont les parents étaient trop pauvres pour payer. Une action, à laquelle a participé notre syndicat, a remis les choses en place. Les « nouveaux monstres » sont partout.

De manière interne, nous avons entrepris une réflexion sur l'évaluation, problème permanent de l'acte de formation, et qui intéresse les enseignants et les... enseignés.

**Le Monde libertaire** : Un autre gros « poids lourd » de la vie de la CNT pour le début de l'année 1994 a été l'engagement dans le mouvement « AC ! » (« Agissons contre le chômage ! »). Nous avons demandé à Raphaël Romnée, militant du Syndicat CNT-PTT du Val-d'Oise, de nous en parler.

**Raphaël** : Je tiens à préciser en exergue que cette décision d'engagement n'a pas été unanime au sein de la CNT. Ce mouvement a été

## Des syndicats CNT dans « AC ! »

visiblement lancé à des fins politiques. Mais certains d'entre nous (dont je fais partie) ont constaté que ce mouvement dépassait largement le projet initial des promoteurs. En particulier, j'ai eu l'impression que de nombreux individus et organisations s'étaient engagés dans une lutte véritable pour faire reculer le chômage. En fonction de cette analyse, un certain nombre de syndicats de la CNT ont décidé d'être partie prenante dans ce mouvement. En particulier dans les départements du Nord/Pas-de-Calais, de la région parisienne, de la région Rhône-Alpes, du Midi-Pyrénées, alors que d'autres syndicats, y compris dans ces mêmes régions, préféreraient rester circonspects.

**Le Monde libertaire** : Et quelle a été la participation originale des syndicats CNT engagés dans le mouvement « AC ! » ?

**Raphaël** : Nous n'avons pas cherché à avoir une participation originale. Au contraire, nous avons accompli des tâches très concrètes :

organisation du déplacement des marcheurs ; hébergement dans la région parisienne ; proposition de rencontres avec des chômeurs, des grévistes ou des structures syndicales. Par exemple, à *Info-Matin* à Ivry-sur-Seine et au centre de tri de Pontoise.

**Le Monde libertaire** : Quelles leçons tires-tu de cette expérience et quelles perspectives pour l'avenir ?

**Raphaël** : Une première leçon est évidente. Le thème du chômage est très mobilisateur et rassembleur. On pouvait s'en douter, mais là la preuve est faite. Une seconde leçon est que cette marche a fait tomber un certain nombre de masques. Je ne désignerai personne, mais il fallait voir — ou plutôt ne pas voir — combien d'organisations politiques et de syndicats, défenseurs auto-proclamés des travailleurs, ont brillé soit par leur présence symbolique soit par leur absence, quand ce n'est pas par leur hostilité.

Quant à l'avenir, on peut seulement indiquer que ce mouvement est en plein bouillonnement. Des réunions à l'échelon local, régional et national sont prévues pour la rentrée. Des initiatives seront sûrement proposées. On dit que le mouvement se prouve en marchant. Nous verrons où les pas de « AC ! » le conduiront. Quant à ceux d'entre nous qui continueront à être impliqués dans « AC ! », il y défendront quelques idées essentielles : tout le pouvoir de décision aux comités de base ; autonomie du mouvement des chômeurs ; création de maisons de la solidarité destinées à reprendre le flambeau abandonné par les Bourses du Travail...

**Le Monde libertaire** : Le mot de la fin nous le demanderons au bureau de l'Union régionale des syndicats CNT de la région Ile-de-France.

**Le Bureau régional** : Ce sera plutôt le mot de la suite, si l'on peut se permettre cet à-peu-près... Les compagnons qui m'ont précédé ont fait le tour du bilan. Ils ont surtout parlé de la région parisienne. Il sera bon (d'ailleurs cela a été fait dans le passé récent) que *le Monde libertaire* se fasse l'écho des activités provinciales.

En élargissant le propos, il faut rappeler que la période 1993-1994 a vu la création d'un nombre significatif de syndicats — une liste à peu près complète est d'ailleurs parue dans le n° 958 du *Monde libertaire* (19 mai 1994). A cette liste, il faut ajouter aujourd'hui le Syndicat Interco de la Sarthe. Quant aux perspectives (au moins pour la CNT !) elles ne manquent pas : développement de la Confédération ; implication toujours plus importante dans les luttes syndicales ; combat contre la loi quinquennale...

A court comme à long terme, les tâches qui attendent les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires, regroupés dans la CNT, sont innombrables. Je ne dirai pas que nous manquerons de bras, car en fonction de nos ambitions nous en manquerons toujours ! ♦

Propos recueillis par YVES PEYRAUT

**Une affiche contre les lois sécuritaires**

**DU RMI A LA REPRESSION POLICIERE**

**L'ETAT VEUT CASSER NOS REVOLTES !**

Interdictions de manifester  
Contrôles au faciès  
Expulsions en "urgence absolue"  
Surveillance vidéo, et encore plus  
de commissariats de police...

**REFUSONS  
LES LOIS  
SECURITAIRES**

**LUTTONS POUR L'EGALITE  
économique et sociale !**

**FEDERATION ANARCHISTE**

A l'initiative de la FA de Lyon, nous avons édité l'affiche ci-dessus. Le paquet de 100 exemplaires coûte 85 F. A commander à notre librairie (chèque à l'ordre de Publico).

FMI, BANQUE MONDIALE, GATT...

# L'Afrique mise au PAS

**Cela fait 15 ans déjà que les trois cavaliers de l'apo... capitalisme (FMI, Banque mondiale et GATT) promettent aux différents Etats africains leur réintroduction sur le marché mondial à grands coups de plans d'ajustement structurel. Cela fait 15 ans qu'ils conjuguent sans remords libéralisme avec développement. Et cela fait 15 ans que l'Afrique s'enfoncé dans la banqueroute et la décomposition sociale.**

**R**ECETTE POUR UNE ÉCONOMIE À LA DÉRIVE — Un des enjeux majeurs que vont devoir régler les régimes issus de la démocratisation est le rétablissement économique de leur pays. Ce thème fut le leitmotiv de toutes les luttes électorales (du Bénin au Sénégal en passant par le Mali), et nombre de candidats firent campagne autour de leur look de technocrate-gestionnaire apprécié par le FMI et la Banque mondiale. Et l'enjeu est de taille : la famine frappe toujours un nombre important de régions (Corno de l'Afrique, Angola, Mozambique...) victimes de la sécheresse et/ou de la guerre civile ; les cours mondiaux ont dégringolé pour bon nombre de produits (café, cacao, arachide, mais aussi les matières premières), provoquant une chute des entrées de devises ; le poids énorme que la dette fait peser sur les budgets empêche toute politique économique, d'ampleur ; les élites africaines spéculent au lieu d'investir ; l'appareil bureaucratique par son hypertrophie grève les budgets étatiques ; la politique des grands travaux prestigieux n'apporte rien à l'économie...

A la fin des années 70, les Etats africains sont exsangues et incapables de rembourser les dettes qu'ils ont contractées, mettant en danger l'équilibre bancaire mondial. Et c'est pour les maintenir à l'intérieur du système financier international que les technocrates de la Banque mondiale et du FMI ont sorti une arme redoutable : le plan d'ajustement structurel (PAS). Le PAS a un objectif simple (*sic*) : le rétablissement des grands équilibres, c'est-à-dire le retour à la stabilité des prix, à la croissance, au plein emploi et à l'équilibre des finances publiques et de la balance des paiements ; le tout, bien sûr, sous la bannière étoilée du libéralisme sauvage. Mais ces PAS ne satisfont ni les populations précarisées ni les classes moyennes, car ils entraînent une hausse du chômage ; des entreprises ferment ou sont restructurées, vendues après un gros dégraissage. Le secteur social est lui aussi touché par ces mesures. La fonction publique est dans le collimateur de la Banque mondiale ; l'Etat doit réduire son train de vie, donc licencier !

**CHÔMAGE POUR TOUS !** — La hausse des prix des denrées alimentaires de première nécessité a été une des premières conséquences des PAS. Les prix augmentent plus

que les salaires, d'où une grave détérioration du pouvoir d'achat dans des pays où se nourrir est un combat quotidien. Au Sénégal, la baisse du salaire réel pour la période 1980-1989 a été de 18% pour les smicards et de 40% pour les fonctionnaires. Et la situation se révèle plus catastrophique encore dans les anciens Etats socialistes, comme la Guinée, où certains produits de base étaient vendus à très bas prix, dans le cadre de carnets de ravitaillement. La suppression de ces carnets et la hausse des prix, censées être rattrapées par le versement d'une indemnité en complément du salaire, a eu un effet traumatisant sur les populations. Maintenant, il faut payer le riz, alors que sous Sékou Touré, le riz était à part, hors-marché, une prime en nature s'ajoutant au salaire. Bien sûr, ces augmentations des prix ont pour but de ramener les produits à vendre à leur coût réel, mais bien peu de paysans peuvent se vanter d'avoir élevé leur train de vie grâce à ces mesures. Par contre, à Conakry, les ententes entre commerçants et certains agents de l'Etat pour organiser des pénuries (donc augmenter les prix) se multiplient ; parallèlement, les importations de riz (organisées par les commerçants privés), sans rapport avec le déficit du pays (80 000 tonnes de surplus), viennent concurrencer le riz local (alors qu'un des buts du PAS est la relance de

les fonctionnaires se précarisent (et avec eux tous ceux qui vivent de leur traitement). Et la nomenklatura ? Elle qui utilisait sa place dans l'appareil d'Etat pour s'accaparer des secteurs économiques importants en son nom propre ou par l'intermédiaire de son réseau de parenté ou par le truchement de ses clients... elle qui avait en quelque sorte privatisé l'Etat, prélevait, ponctionnait sans investir... Elle se porte bien ! Les PAS n'ont pas mis à bas cette économie de rente et de prédation, bien au contraire, les mesures de privatisation d'entreprises publiques ont permis à certains de consolider leur fortune. Au Sénégal, durant le PAS, le budget de l'Assemblée nationale a augmenté de 33% (doublement du nombre des députés, de 60 à 120) en 1983-1984, tout comme l'indemnité journalière de mission des ministres et secrétaires généraux du gouvernement ! Vous avez dit crise ?

**PAYSANNERIE EXSANGUE** — Les paysans, qui sont censés être les principaux bénéficiaires du PAS, sont plus que jamais au fond du trou. D'un côté, on parle de relance de l'activité agricole pour arriver à l'auto-suffisance alimentaire, de l'autre, on fait des coupes sombres dans les budgets annuels et on libéralise le marché. Lorsque que cela se conjugue avec la sécheresse et la chute des cours des produits d'exportation, c'est la disette qui pointe son nez. C'est le cas dans le bassin arachidier sénégalais où, mises à part de grandes exploitations tenues par des marabouts mourides (sur lesquelles travaillent leurs fidèles), se trouvent de multiples exploitations familiales ne dépassant que rarement

les 10 hectares. Avec la crise économique, la sécheresse et la nouvelle politique agricole du gouvernement (fixée dans le cadre du PAS), la situation s'est dégradée : il leur faut payer l'impôt (par tête, pour toute personne de plus de 14 ans) qui, s'il n'est pas prohibitif, est toujours un facteur de précarisation supplémentaire (certains sont obligés de vendre du bétail pour le régler) ; et leur faudrait investir pour augmenter les rendements, mais PAS oblige, les subventions accordées par l'Etat pour l'achat

paysans demeure dans la misère la plus noire (ce qui provoque l'exode rural), tandis qu'une faible partie, gros producteurs d'arachide et de mil, parfois éleveurs et commerçants, vit de manière relativement aisée et forme le gros bataillon des prêteurs sur gage.

Le PAS ne fait pas recette : la paysannerie souffre certes, mais ce sont surtout les catégories sociales qui tirent leurs revenus de l'Etat qui ont le plus perdu dans l'affaire. Alors, si la démocratie est en jeu, il n'est pas dit qu'elles soient en première ligne pour la défendre. Par contre, le PAS a permis une redistribution, dans les pays socialistes, de secteurs importants (banques, mines...) à des opérateurs occidentaux. Les opérateurs africains se cantonnent pour le moment à faire du commerce par le biais notamment du marché informel : au Bénin, la contrebande d'essence en provenance du Nigeria ne s'est jamais aussi bien portée. Alors qu'à la pompe, le litre atteint les 200 F CFA (1 F CFA = 1 centime), celui de contrebande frôle seulement les 100 F CFA à Cotonou ; plus on s'éloigne de la frontière, plus le prix augmente car chaque intermédiaire y prélève sa quote-part. Sur le marché de Cotonou, Dantokpa, on trouve de tout : matériel hi-fi, voitures, pièces détachées... Le plus souvent, c'est du Nigeria que proviennent tous ces produits. Et tout le monde vit et participe au maintien de ce secteur informel, du plus haut de l'échelle sociale au plus bas, de ces commerçants importateurs-réexportateurs de riz aux jeunes conjoncturés vendeurs d'essence. Sans ce marché parallèle, la grande majorité de la population aurait encore plus de mal à vivre. Et ce n'est pas un PAS qui pourra intégrer dans l'économie ce secteur si vivace !

En fait, ces PAS cultivent les contradictions. Ils souhaitent le plein emploi et organisent la mise au chômage de milliers de gens. Ils veulent la stabilité des prix mais, en supprimant les subventions aux denrées de première nécessité, ils poussent à la spéculation ; ils parlent de croissance économique et mettent à mort l'agriculture ; ils parlent de réduction du déficit budgétaire, mais les dépenses de souveraineté demeurent intouchables (et coûtent cher en importations !). Alors si les PAS sont jugés positifs dans certains pays et si leurs présidents sont jugés bons élèves, ce n'est certes pas au regard des résultats économiques. Exit les échanges inégaux ! Exit le fait que les pays du Sud transfèrent vers le Nord toujours plus de fonds (du fait des taux d'intérêts). Ce qui compte avant tout, pour le FMI et la Banque mondiale, c'est la désétatisation de l'économie africaine et son intégration dans le marché mondial (dans la division internationale du travail). Quant aux coûts humains de ce type de politique, ils nous ont appris depuis longtemps qu'ils n'en avaient cure. ♦

**PATSY**  
(gr. Milly-Witkop - Nantes)



Photo : Nicolas/Sipa Press.

**« Chômage, baisse du niveau de vie, système éducatif dégradé... tel est le bilan de dix ans d'ajustement structurel au Sénégal... »**

l'agriculture !) ou sont réexportées vers des pays (Mali, Guinée-Bissau...) en toute illégalité, où les prix sont plus rémunérateurs.

Chômage, baisse du niveau de vie, système éducatif et sanitaire dégradé... tel est le bilan de dix ans d'ajustement structurel au Sénégal où la mendicité, la délinquance augmentent, tandis que chaque jour, l'exode rural ramène de la campagne des hommes et des femmes en quête d'un peu de bien-être. Sur les marchés de biens d'occasion (voitures, frigos, fringues, fournitures scolaires...), les cadres moyens et supérieurs se mêlent aux chômeurs et smicards. L'ajustement structurel est un rouleau compresseur : les pauvres sont plus pauvres encore,

placement des  
ement dans la  
proposition de  
chômeurs, des  
structures syndi-  
à Info-Matin à  
u centre de tri

aire : Quelles  
te expérience et  
pour l'avenir ?

première leçon  
ne du chômage  
ur et rassem-  
douter, mais  
e. Une seconde  
marche a fait  
a nombre de  
signerai per-  
ait voir — ou  
r — combien  
tiques et de s  
de auto-procla-  
ont brillé soit  
mbolique soit  
and ce n'est

on peut seule-  
e mouvement  
nement. Des  
local, régional  
vues pour la  
tives seront  
On dit que le  
uve en mar-  
où les pas de  
nt. Quant à  
continueront  
« AC ! », il y  
idées essen-  
ir de décision  
autonomie du  
chômeurs ;  
e la solidarité  
le flambeau  
Bourses du

re : Le mot de  
nderons au  
gionale des  
région Ile-de-

al : Ce sera  
uite, si l'on  
à-peu-près...  
ont précédé  
ilan. Ils ont  
la région  
n (d'ailleurs  
passé récent)  
ire se fasse  
rincipales.

opos, il faut  
e 1993-1994  
ombre signi-  
une liste à  
t d'ailleurs  
du Monde  
94). A cette  
aujourd'hui le  
la Sarthe.  
s (au moins  
manquent  
e la Confé-  
n toujours  
les luttes  
ontre la loi

g terme, les  
es anarcho-  
ndicalistes  
upés dans  
bles. Je ne  
querons de  
on de nos  
anquerons

ueillis par  
PEYRAUT

IBERTAIRE

## A LA PETITE SEMAINE

### Jéhovah, Jean-Paul et les autres

En Espagne, deux adolescents sont morts récemment parce que leurs parents, Témoins de Jéhovah, ont refusé jusqu'au bout les transfusions de sang qui auraient pu les sauver.

Beaucoup de braves gens, scandalisés, se réjouissent apparemment de voir ces abrutis de religion traînés devant les tribunaux de là-bas. Soit. Mais l'indignation reste chose bien sélective... Tout ce beau monde trouverait sans doute choquant, en effet, qu'on réclame le même traitement pour le gourou de cette autre secte, prétendument plus respectable parce que plus riche et plus influente, qui ne se montre guère plus respectable dans ses propos criminels répétés contre l'usage du préservatif. Car il est permis de supposer que les prises de position insensées de M. Jean-Paul Deux, depuis l'apparition du sida, ont fait plus de deux morts dans sa zone d'influence.

Renoncer à tout libre arbitre et au plus élémentaire bon sens pour suivre docilement de prétendus directeurs de conscience, c'est parfois reposant. Les cimetières aussi... ♦

FLORÉAL

LILLE, PARIS, BOURGES...

## Soutien aux antifascistes de Berlin en procès

Comme annoncé dans le *Monde libertaire* n° 965, le 19 septembre a donc été une première journée de solidarité vis-à-vis de six militants antifascistes turcs et kurdes emprisonnés à Berlin après avoir été interpellés sur la foi de témoignages douteux qui les désignaient comme responsables du meurtre d'un dirigeant nazi, lors d'une bagarre survenue en avril 1992. Cette journée de solidarité avait été prévue par rapport au procès, qui devait débiter le 20 septembre.

Des manifestations se sont déroulées à l'appel du collectif « Solidarité Résistance Antifa » (SRA) à Paris où l'on a compté environ 70 personnes aux abords de l'ambassade d'Allemagne, et devant les consulats de Lyon (30 personnes), Nantes (30 personnes) ainsi qu'à Lille où nous étions 25. A Lille, le rassemblement

s'est fait à l'appel des groupes Humeurs Noires de la FA et d'Aktion.

Nous tacherons de rendre compte du déroulement du procès et de la mobilisation des antifascistes à Berlin dans un prochain numéro. En attendant, vous pouvez continuer à soutenir les inculpés. Des bons de soutien, destinés à couvrir les frais de justice, sont disponibles auprès du SRA (21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris), qui édite également un bulletin d'information bimensuel (abonnement de soutien : 50 F).

A ces manifestations s'ajoute un concert de soutien qui s'est tenu à Bourges le 30 septembre, avec Disaster Drop, Verbal Attack et Raymonde et les Blancs Becs. ♦

B. D.  
(gr. Humeurs Noires - Lille)

### NÉCROLOGIE

## Thierry s'est suicidé

Nos camarades bruxellois d'*Alternative libertaire* viennent de nous apprendre le suicide de Thierry.

Thierry était un ami, un compagnon. Ces dernières années, il répondait toujours présent quand nous lui demandions un coup de main, pour le travail ingrat, d'assemblage d'*Alternative libertaire*. Cet été, Thierry avait tout donné de son temps et de son énergie, à Oléron, pour aider à la construction des nouveaux bâtiments de l'école libertaire « Bonaventure ». Depuis peu, il avait adhéré à la Fédération anarchiste. Oui, Thierry était un compagnon !

Thierry était un révolté, de ceux qui refusent les logiques égoïstes et cannibales. Il avait l'habitude de nous répéter que si les soldats étaient nus, plus aucune guerre ne serait possible. Sans bouclier, pas de carnage ! C'est sans doute pour manifester toute sa qualité d'homme, d'être humain, qu'il s'est jeté nu dans le vide du haut de l'hôtel des Finances de Ath, le 14 septembre à quatre heures du matin.

Thierry me donnait la force de son amitié. La tradition veut que l'on pleure les morts, mais mes yeux sont secs. Je me sens rempli de sa révolte et de sa rage. Ses cris rebelles me nourriront encore longtemps. S'il repose aujourd'hui dans la paix de l'absence, sa présence complice accompagnera encore longtemps nos hurlements de désespoir et nos cris d'amour. C'est peut-être pour cela que Thierry s'est jeté dans le vide... Nous sommes peut-être quelques-uns à l'avoir compris ! ♦

BABAR

### DRÔME

## La « colo » libertaire de Beaumont-en-Diois

Du 21 au 28 août 1994, le gîte rural de Beaumont-en-Diois (Drôme) a hébergé une « colonie de vacances » anarchiste, regroupant 20 enfants et 10 adultes.

Depuis quatre ans, à l'initiative du collectif libertaire de Saint-Etienne, puis du groupe Makhno de la FA, une « colo » a lieu chaque année, fin août, dans des locaux loués à cet effet.

Cet été participaient également à l'organisation : la liaison FA de Modane, le groupe Jules-Vallès (FA de Grenoble), un sympathisant de Saint-Etienne et une sympathisante de Paris.

Il s'agissait donc d'une « colo » faite par des gens de la FA et non plus par le collectif de Saint-Etienne (dont le groupe Makhno s'est séparé). Les problèmes d'organisation, d'éducation... ont pu être abordés dans une perspective anarchiste clairement affirmée. De la même manière, les discussions politiques dépassaient largement le niveau consensuel. Ce n'était pas les cas les trois précédentes années.

Dès notre installation, le premier soir, l'idée s'est imposée d'elle-même : il fallait un minimum de règles de fonctionnement si nous ne voulions pas être submergés par les questions d'intendance.

Pas si facile de trouver un équilibre entre la tendance spontex et la nécessité de s'organiser, surtout compte tenu du nombre et

du fait que les âges des enfants s'échelonnaient entre 13 mois et 13 ans. Comment faire ?

Côté enfants, il n'était évidemment pas question de reproduire le schéma classique du colon passif enrégimenté. Bien au contraire, notre but était de leur laisser un maximum d'autonomie en leur apprenant à gérer eux-mêmes les tâches collectives qui les concernaient directement (mettre la table, aider à la cuisine, ranger, faire la vaisselle). Ils se sont réunis en AG et ont décidé des tours de service par groupes.

Dans un souci de bonne entente, nous leur avons donné pour consigne que chaque groupe devait comporter des âges différents afin que les plus grands puissent aider les plus petits.

Côté adultes, nous étions logés à la même enseigne. Ayant posé pour principe de ne pas nous cantonner dans une tâche, nous avons établi des tours de service par groupes, seul l'âge était indifférent.

La question matérielle étant réglée, il ne faut pas oublier que nous étions là avant tout pour passer des vacances ensemble.

Nous avons profité du site magnifique et du beau temps : pique-niques, promenades, baignades, jeux, visite de ferme, feu de camp.

Le rythme de chacun était respecté. Pas question de mettre

tout le monde à la sieste ou au couvre-feu de 20 h, mais pour les plus petits, c'était nécessaire. Pour ceux à qui le sommeil ne manquait pas, il y avait tout le temps, entre les activités proposées, pour jouer, vivre ensemble, apprendre à se connaître, se raconter des histoires ou s'isoler un livre à la main ou barboter dans le ruisseau, chercher des fossiles ou enfin ne rien faire.

Dans l'ensemble, cette « colo » a bien marché, trop bien peut-être : aux dernières nouvelles, plusieurs copines (des grandes et des petites) tiennent absolument à se joindre à nous l'année prochaine. Si ça continue, on sera 50, ce qui sera lourd à gérer ! Nous tenons à préciser que « colonie de vacances » est un terme impropre. Il faudrait plutôt dire « colonie parentale ». On ne laisse pas là sa progéniture comme un paquet. De près ou de loin, les parents sont impliqués dans la pratique anarchiste.

Pour tous ceux et celles qui s'y sont impliqués de près cet été, ce fut un enrichissement. Et puis, ça nous a donné une sacrée pêche pour aborder la rentrée en militants anars pragmatiques. ♦

TANTE MICHÈLE  
(pour les groupes Makhno et Jules Vallès, la liaison Modane et les individus Colette et Denis)

### GRENOBLE

## Solidarité internationale anarchiste avec Odysseas Kambouris

Lundi 19 septembre, en après-midi, le groupe Jules-Vallès de la FA s'est réuni devant le consulat de Grèce où il a distribué des tracts d'information sur la tragique affaire Kambouris, du nom de ce camarade gréviste de la faim, emprisonné par la justice grecque pour des raisons politiques (cf. ML n° 965).

Parallèlement, il avait été demandé aux camarades possédant un fax d'envoyer un message de protestation au consulat de Grèce pendant cette action. Merci, donc, à celles et à ceux qui l'ont fait. Le consul n'a pas daigné nous recevoir. Il aurait fallu, selon lui, prendre rendez-vous, dont acte. Les secrétaires sont venues discuter avec nous dans la rue. Elles étaient apparemment choquées par cette information qui en dit long sur l'état des libertés dans leur pays. Transmission assurée aux autorités, mais peu d'espoir... Nous intervenons trop tard, malheureusement. Cependant, cette prise de température de la rue grenobloise nous a permis de constater un réel intérêt de la part des passants que

nous interpellions. Bien peu nous ont « jetés », beaucoup ont discuté. Il semblait évident à une majorité d'entre eux que le tract du groupe Kronstadt (FA de Lyon) sur les lois Pasqua, que nous distribuions dans la foulée, n'arrivait pas à la hauteur du cheveu sur la soupe. Le projet de loi « sécurité » qui va être voté cet automne à l'Assemblée sonne le glas de nos dernières marges de manœuvres

tolérées. L'avenir radieux qui se dessine est celui des démocraties... fascistes : la Grèce, l'Italie et bientôt la France.

Arrêtons cette épidémie sécuritaire tant qu'il en est encore temps. Descendons dans la rue dès aujourd'hui, car demain ça ne sera même plus possible si nous n'intervenons pas maintenant. ♦

GR. JULES-VALLÈS (Grenoble)

Paris, mardi 20 septembre : une délégation anarchiste va déposer une lettre de protestation à l'ambassade de Grèce. Photo : Groupe Louise-Michel.



## L'anarchisme espagnol d'Abel Paz et la motion CNT de 1936

Pour le lecteur de langue française, la compréhension du mouvement anarchiste espagnol n'est pas une chose aisée. Comment résumer dans un livre l'existence d'organisations, de groupes qui avaient une presse largement diffusée et une importance plus que déterminante dans le mouvement social ?

Les livres sur la guerre d'Espagne proprement dite (Leval, Mintz, Brenan...), sur des militants (*Durruti, un anarchiste espagnol...*) ont bien sûr apporté un autre éclairage sur l'histoire des relations sociales de l'autre côté des Pyrénées, mais pour qui ne comprend pas la langue de Cervantes on reste encore sur sa faim.

Le dernier livre autobiographique d'Abel Paz (Diego Camacho), *Chumberas y alacranes* (1), n'échappe pas cette règle, mais le militant curieux pourrait en profiter pour raviver ses souvenirs scolaires ou tout simplement se mettre à l'espagnol *via* la vie de Diego, de sa naissance, en 1921, à l'année de la Révolution espagnole, 1936. C'est là le troisième ouvrage dans l'ordre de parution : en 1991 : *Al pie del muro* (1942-1954) ; en 1993 : *Entre la niebla* (1939-1942), un ultime (?) est en préparation : *Viaje al pasado* (1936-1939). C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un écrivain et militant anarchiste raconte sa vie de manière aussi exhaustive. Raison de plus pour ne pas attendre la traduction et lire Diego Camacho dans le texte !

En mai 1936, au théâtre Iris Park de Saragosse, avait lieu le IV<sup>e</sup> Congrès de la CNT espagnole. Une motion sur le « concept confédéral du communisme libertaire » y était adoptée. Deux mois plus tard, c'était la révolution en Espagne, d'où le caractère « mythique » de ce texte. Le fait de l'avoir enfin en français et agrémenté de dessins actuels compense le style parfois un peu lourd. Mais nulle critique ne saurait atteindre ce texte salué par *l'Internationale situationniste* n° 12 comme « l'un des plus beaux programmes jamais avancés par une organisation révolutionnaire ». *No comment !* ♦

THIERRY  
(FA Paris-Est)

(1) Abel Paz, *Chumberas y alacranes* (1921-1936). En vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 100 F.  
(2) *Communisme libertaire*, IV<sup>e</sup> Congrès de la Confédération nationale du travail, éditions CNT. En vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 25 F.

\* N.B. : ajoutez 10% de frais de port pour toute commande.

MARSEILLE

### « La Nuit de l'Anarchie » du lundi 17 octobre à 18 h jusqu'au mardi 18 à l'aube

Théâtre Toursky  
16, passage du Théâtre, 3<sup>e</sup> arrondissement  
avec

Serge Utgé-Royo, Jean-Marc Lebihan, Francis Livon, Jean-Jacques Elangue, J.-M. Aidane, Meille (chante Brassens, Ferré et Tachan), Joe Fallisi (chants anarchistes italiens), Richard Martin (*Poète, vos papiers*, textes de Léo Ferré),  
films (dont un vidéo sur Nestor Makhno, réalisée par Hélène Chatelain), expositions, tables de presse, repas, buvette...

Entrée : 50 F.  
Téléphone : 91.02.58.35/Fax :  
91.67.99.64

Organisateurs : théâtre Toursky, CIRA  
et groupes FA de Toulon

## RENDEZ-VOUS

### BREST

Le groupe Les Temps Nouveaux tient désormais sa permanence lors de la vente du *Monde libertaire*, chaque samedi, de 14 h à 15 h, rue du Siam (près des fontaines).

Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.

### LE MANS

Le groupe FA du Mans, sera présent aux « 24 heures du livre », les 8 et 9 octobre. Possibilité de prendre des billets à tarif réduit à la permanence du groupe, qui se déroule chaque jeudi de 18 h à 19 h, à la **Maison des Associations**, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans (salle 23, 3<sup>e</sup> étage).

### PARIS

• Le groupe Louise-Michel organise, le vendredi 7 octobre à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette (M<sup>e</sup> Abbesses ou Blanche), 75018 Paris, une soirée-débat sur le cinéma, avec la projection de *En Toute chose il faut considérer la faim* (25 minutes) et *Sang Remord* (4 minutes). Le débat sera animé par « Fondu au Noir » (émission de Radio Libertaire), sur le thème « Où en est le cinéma ? ».

• Le 14 octobre à 20 h 30, le groupe organise la projection du reportage réalisé le 6 février 1994 par Michèle Rollin, *La Rue nous appartient*. Cette projection sera suivie d'un débat animé par des membres de la FA et de Réflex.

• Le 21 octobre à 20 h 30, projection du reportage réalisé le 11 novembre 1993 lors de la journée nationale antimilitariste « Agir, désobéir ».

### TOULON

Les groupes Nada et Région-toulonnaise de la FA et le collectif libertaire « La Commune » organisent le vendredi 28 octobre à 20 h 30, **salle Mozart (boulevard Maréchal-Leclerc)**, une réunion-débat/spectacle : « Quelles vies après la prison ? », avec Serge Livrozet et Roland Agret. Table de presse à l'entrée. Participation aux frais : 30 F.

Radio Libertaire  
et Le Cabaret  
du théâtre de Nesle  
présentent  
Alain AURENCHÉ  
Jean-Louis BLAIRE  
Jacqueline DANNO  
Fabienne ELKOUBI  
Jacques FLORIAN  
Marie-Josée VILAR  
samedi 15 octobre - 22 h  
au Cabaret du théâtre de Nesle  
8, rue de Nesle (M<sup>e</sup> Odéon)  
75006 Paris  
location : 40.31.79.18  
Entrée : 120 F (groupes : 100 F)

BRADERIE  
de RADIO LIBERTAIRE (89.4)  
samedi 8 octobre - de 12 h à 22 h  
33, rue des Vignoles  
(M<sup>e</sup> Avron ou Buzenval)  
75020 Paris  
Vente de fringues, de livres,  
et d'objets divers  
(déposés le matin même)  
Musique, chanson  
avec ELISABETH  
et GUMOU de la TRONCHE,  
scène ouverte aux amateurs,  
buffet, buvette...

## Ciné sélection

### Le retour de Bakounine

Un homme parcourt les ruelles populaires de Naples. L'alcool est sa béquille pour la vie et son passeport pour le monde des exclus, les laissés-pour-compte et des marginaux. Nous sommes à la fin des années 50 : la forteresse du PCI est ébranlée par les révélations du Rapport Khrouchtchev sur le stalinisme et les suites de l'écrasement de la révolution des conseils ouvriers en Hongrie (1956). *Il professore*, mathématicien célèbre, est en rupture avec sa classe. Il l'est aussi avec la société. Ironie de l'histoire, ce communiste influent, qui a pris ses distances avec le Parti, est le petit-fils de Michel Bakounine. Esprit libre, il cherche un sens à sa vie dans une société où les repères idéologiques s'estompent. Observateur lucide de sa condition, conscient de ses contradictions, il entrevoit l'échec de sa démarche. Il parle peu pour dire l'essentiel. Ses errances et ses silences sont des jugements sans concession sur le monde. « *Ca me fait mal de voir tous les efforts que tu fais pour être comme tout le monde !* », lance-t-il à un camarade et disciple. Ce regard corrosif gêne son entourage. Ceux qui s'en remettent aux vérités du stalinisme et ceux qui négocient la sécurité dans le conformisme. Dans son dégoût de la société bourgeoise, dans son rejet du compromis, dans sa haine des « chiens de garde » du système, *il professore* renoue avec l'esprit de révolte du grand-père, qu'il n'a pas connu mais dont le souvenir ne le quitte jamais.

Les libertaires aiment croire qu'ils peuvent faire l'économie des désarrois provoqués par l'effondrement des systèmes rigides de pensée et les réduisent trop vite à l'idéologie du marxisme d'Etat. Or l'aveuglement des certitudes éternelles n'est pas toujours là où on le croit ! Et ce n'est pas sûr que nous soyons mieux préparés que d'autres pour affronter les années de confusion qui se profilent à l'horizon. C'est pourquoi, je suggérerais qu'on prenne au sérieux, nous aussi, les doutes d'*il professore*.

*Mort d'un mathématicien napolitain* — inspiré de l'histoire véridique de Renato Caccioppoli — est, justement, un grand film sur la difficulté de vivre avec le doute dans une société inacceptable qui se veut rassurante. Question on ne peut plus d'actualité. Tout film est une œuvre ambiguë qui permet des lectures diverses. Celui de Mario Martone, admirablement joué par Carlo Cecchi, entre autres, n'échappe pas à la règle. Il ne devrait pas laisser les partisans des idées libertaires insensibles. Parce qu'il peut être vu comme un cri de colère à l'encontre de l'idéologie moderniste du « il faut être positif ». Dans une société où rien n'est à réformer et où tout est à refaire, cette apparition éclair du petit-fils de Bakounine est d'une aide précieuse et inattendue pour l'éveil des esprits. Et une incitation à vivre debout. ♦

CHARLES REEVE

N.B. : *Mort d'un mathématicien napolitain* (1992), de Mario Martone est projeté à Paris au cinéma Les Trois Luxembourg.

## Associations

BOGNY-SUR-MEUSE (ARDENNES) :  
CONFÉRENCE SUR L'ECONOMIE  
SOCIALE (RAPPEL)

Le vendredi 7 octobre à 20 h 30, **salle des fêtes de Levrézy à Bogny-sur-Meuse**, « La Question Sociale » organise une conférence-débat avec Charles Lorient, président du Mouvement pour l'autogestion distributive, sur les thèmes : « Pourquoi tant de chômage, de misère quand tant de richesses sont produites ? » ; « Un revenu social garanti est-il possible ? » ; « Où nous mène le capitalisme ? » ; « Quelle pourrait être une alternative sociale ? ».

La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

PARIS : MEETING CNT (RAPPEL)  
Meeting de rentrée CNT le vendredi 7 octobre à 19 h, au 33, rue des Vignoles (M<sup>e</sup> Avron) 75020 Paris.

LILLE : FORUM-DÉBAT DU CENTRE  
CULTUREL LIBERTAIRE BENOÎT-  
BROUTCHOUX (RAPPEL)

Le samedi 8 octobre, à 14 h 30, le CCL Benoît-Broutchoux co-organise (avec le concours du groupe Humeurs Noires de la FA et de la CNT) un forum-débat sur le travail, le chômage et le salariat. Ce forum sera animé par Jacques Toublert (FA), Alain Blhr (sociologue),

Daniel Biro (CNT-AIT), Raphaël Romnée (*Alternative syndicaliste*) et Fernand Jounieux (Mouvement pour l'autogestion distributive).

CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives), 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

MONTPELLIER : « 2<sup>e</sup> RENCONTRES  
ANTI-AUTORITAIRES » (RAPPEL)  
« Vivre au Présent » vous invite aux « 2<sup>e</sup> Rencontres anti-autoritaires de Montpellier » les 8 et 9 octobre, à la **Maison des Syndicats (Antigone)**.

Samedi 8 octobre  
• 11 h : conférence de presse • 14 h : « Le cannabis » (CIRC) • 15 h : « Plan méthadone, salle de shoot » (ASUD) • 16 h : « Des Sétois en faveur de la débaptisation » • 17 h : « Les chômeurs créent leur association » • 18 h : « Les immigrés et les lois Pasqua » (avec Bardine Chikaoui) • 21 h : « La prison » (avec Serge Livrozet, Jacques Lesage de la Haye et Roland Agret).

Dimanche 9 octobre  
• 15 h - 19 h : Pot de l'amitié, expositions, animations proposées par ISA • 21 h : « Les comités de quartier » (avec le comité du quartier Arnaud-Bernard de Toulouse).

« Vivre au Présent », BP 9223, Polygone cedex, 34000 Montpellier. Tél. : 67.22.01.99.

# Un toit est un droit !

(suite de la « une »)

Ces familles souhaitent que soit régularisée leur situation locative en payant un loyer. Ce qui répond à la question hargneuse d'une mégère de passage devant la mairie : « Qui paiera les loyers ? », alors qu'un membre de la Coordination des sans-abri lançait avec véhémence au mégaphone « Pas d'expulsion sans logement... réquisition des logements vides ! ».

Outre le 17, rue Petit, il faut aussi parler du 26, rue de l'Argonne, toujours dans le 19<sup>e</sup>. Là, des familles sont, elles aussi, menacées d'expulsion. Fin juillet, elles avaient pris possession d'une immeuble vide. Le propriétaire ne l'a pas entendu ainsi et a fait détruire les installations électriques et sanitaires, obligeant les gens à vivre de façon inhumaine. Les propositions de régler les loyers et factures ont été refusées par ledit propriétaire. Qui plus est, il a

attaqué les occupants devant le tribunal des référés, qui a rendu une ordonnance le jeudi 1<sup>er</sup> septembre leur enjoignant de quitter les lieux sans délai, et ceci au motif d'une « mission consistant à reloger des travailleurs immigrés vivant dans

## Diviser les pauvres pour régner

des conditions d'insalubrité dans des foyers type bungalows ». Ainsi, « les occupants actuels de l'immeuble en question, qui ne connaissent pas, lors de leur entrée, la destination de cet immeuble, risquent de se retrouver de nouveau à la rue. Pour ces familles soutenues par l'association "Bail et Clefs", il n'est pas question que des mal-logés et des sans-abri s'opposent entre eux. Une solution de logement décent doit être proposée

à l'ensemble des familles qui vivent dans les foyers insalubres et à celles du 26, rue de l'Argonne... » (2).

Quand la menace de l'expulsion n'est pas immédiate, les tracasseries administratives se mettent de la partie. Depuis le vendredi 27 mai, un squatt a été ouvert au 9, rue Saint-Sauveur... outre les visites et surveillances policières, les habitants sans droit ni titre ont eu le désagrément de ne jamais recevoir de courrier. Demandes répétées d'explications en la matière, collecte d'informations du côté du SUD-PTT... rien n'y faisait. (La rumeur veut que la Ville de Paris ait demandé à la Poste qu'aucun pli ne soit distribué aux habitants de squatts, ceci en vue de décourager l'éventualité d'une occupation illégale.) Il a fallu, le jeudi 28 septembre, une distribution de tracts devant et au sein même de la Poste de la rue du Louvre, et plus encore

une rencontre (par le biais de syndicalistes CGT, présentés par les militants d'une cellule PCF) avec la Direction pour que la situation soit régularisée. Et les responsables de prétendre tomber des nues ! Comment donc, pas de courrier ? Nous n'étions au courant de rien !

L'absence de courrier dans les boîtes, voilà une mesure efficace car elle conditionne la vie des squatters. Pas de courrier, cela veut dire pas de factures (car le paradoxe veut qu'EDF ait branché l'électricité, qui sera coupée à la première facture impayée, et pour cause), pas de documents administratifs (ASSE-DIC, RMI...), etc. L'absence de distribution de courrier revient à asphyxier sûrement un squatt. Déjà que l'on a perdu le logement, si encore il faut perdre, pour cette raison, les maigres droits qu'il vous reste... La rétention, si elle s'avère sciemment calculée, est des plus ignominieuses !

Le courrier distribué, le 9, rue Saint-Sauveur n'est pas tiré pour autant des embûches. La menace d'une expulsion plane indéniablement, ceci bien qu'aucune plainte pour occupation illégale n'ait été

## « Germinal »

c'est aujourd'hui

jusqu'alors formulée par la Ville de Paris, propriétaire du lieu (un ancien hôtel-restaurant). On peut donc craindre une action illégale, comme au 17, rue Petit. Le compteur électrique fichu, les canalisations d'eau percées... et il serait vite difficile de passer l'hiver au 9, pour près de la vingtaine de familles vivant là.

Expulsion d'un malade, déprédations diverses, opposition entre les mal-logés et les sans-abri, rétention de courrier... décidément, à quelques années du XXI<sup>e</sup> siècle, on croit replonger dans l'univers du XIX<sup>e</sup>. Il y a de quoi inspirer de nouveaux Zola ou Vallès. Et que dire du vécu de Zina Mouelhi, que je vous laisse le soin de découvrir avec la publication

ci-contre de la lettre-tract qu'elle vient de concocter à l'attention des habitants du 2<sup>e</sup> arrondissement ?

Paris est une ville dure pour ses pauvres... Une ville où « ceux-qui-ne-ont-pas-de-politique » (à l'image de quelques acariâtres qui vous envoient des « Je vous emmerde ! » à la volée lorsque vous les interpelliez) vous enfoncent inexorablement.

Dans le nouveau Code pénal, il existe une notion de « mise en danger d'autrui » qui entraîne des poursuites judiciaires. Combien de bourgeois égoïstes, de haut-fonctionnaires péteux, de politiciens véreux (la presse est pleine de leurs égarements), d'huisiers besogneux, de cerbères policiers... (autant de rouages d'un système dégueulasse qui a pour nom capitalisme) pourraient être concernés par cette notion ? Combien ? Tant il est évident que la détresse est grande, et que rien n'est vraiment entrepris pour y remédier.

La Coordination des sans-abri et le Comité des travailleurs, chômeurs et précaires en colère (3) sont un début de réponse. Des individus s'y organisent loin des leaderships caritatifs, de cette charité *business* qui conduit à l'assistantat institutionnalisé (garde-fou du système) et à la récupération par cette gauche parlementariste, en mal de voix, toujours prompte à composer avec le libéralisme.

Les sans-logis ne demandent pas l'aumône de quelconques dames patronnesses ou d'élus. Dignement, ils exigent leur droit au logement et tentent de le conquérir.

La liberté de vivre décentement est un droit qui se prend !

Venez donc retrouver les battants de la lutte pour le logement, au 9, rue Saint-Sauveur, lors de l'assemblée générale du squatt qui se tient le vendredi aux environs de 20 h ou le dimanche à partir de 17 h, lors de la permanence desdits travailleurs, chômeurs et précaires en colère. ♦

CLAUDE NEPPER  
(gr: La Villette - Paris)

(1) « Droit au logement », 3 bis, rue Vaucauleurs, 75011 Paris. Tél. : 40.21.83.81. Fax : 49.29.90.47.

(2) Reprise d'un tract distribué par l'association « Bail et Clefs » c/o CAIF, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. : 43.56.35.32. Fax : 43.56.63.58

(3) Associations dans lesquelles on trouve, entre autres, des militants libertaires de la CNT-Bureau confédéral Bordeaux, de l'équipe de la revue *Apache*, de l'Union des anarchistes...)

Notons aussi le soutien prêté apporté par l'Union locale CGT à la Coordination des sans-abri.

Coordination des sans-abri et Comité des travailleurs, chômeurs et précaires en colère  
9, rue Saint-Sauveur  
(M Réaumur-Sébastopol)  
75002 Paris

## Tranche de vie dans le Paris chiraquien

Après la manifestation du 30 juin, Mme Taffin, maire du deuxième arrondissement, me promet de me recevoir sous trois semaines. Trois mois plus tard, j'attends encore !

Je m'adresse à vous, habitants du 2<sup>e</sup> arrondissement, pour vous dire que je suis dans l'obligation d'occuper sans droit ni titre de logement un appartement dans l'immeuble situé au 9, rue Saint-Sauveur.

Lundi 20 juin à 7 h 30, six cars de CRS m'expulsent avec mes deux enfants en bas âge de l'appartement situé au 187, rue Saint-Denis. La seule solution de logement qui m'a été proposée est un hébergement provisoire de 48 heures au foyer de Crimée.

Il faut savoir que, pendant deux ans et demi, le maire, Mme Taffin, était au courant de mes problèmes de logement.

Il faut savoir que, pendant deux ans et demi, nous vivions sans eau.

Il faut savoir que je suis inscrite comme demandeur de logement.

Il faut savoir que mes ressources me permettent l'accès à un logement HLM.

Dans l'espoir d'obtenir un entretien avec Mme Taffin, je me présente à la Mairie avec des amis et des membres d'associations. Le maire du 2<sup>e</sup> arrondissement, malgré notre situation difficile, refuse de nous recevoir et décide de nous faire évacuer par les CRS. Traînés par les cheveux, frappés à coups de poing et coups de pied, certains d'entre nous, menottés face au mur, prennent des coups mal placés ; je suis donc contrainte de camper près de mon ancien domicile.

Le lendemain, nous occupons de nouveau la mairie sans résultats.

Malgré tout cela, Mme Taffin s'entête, ne veut pas me recevoir avec une délégation et m'interdit même l'accès à la Mairie pour toute démarche administrative.

Je décide alors de camper au niveau de son domicile — le 85, rue Montmartre — jusqu'à l'intervention policière du vendredi 24 juin. Des CRS m'arrachent un de mes enfants des bras. Ils m'emmènent au commissariat pieds et poings liés.

Un de mes amis, Steave de la Coordination des sans-abri, a été frappé une première fois dans le car de police jusqu'à ce qu'il ait un malaise et soit transporté à l'hôpital, puis une seconde fois à son retour au commissariat du 18<sup>e</sup> arrondissement.

Vers 21 h 30, je suis emmenée au service psychiatrique de l'hôpital Fernand-Widal. Malgré ma fatigue, mon état d'énerverment, les médecins ne me trouvent pas « folle » et refusent de m'interner malgré l'insistance du brigadier.

Samedi 16 h, j'ai pu récupérer mon enfant à l'orphelinat de Assistance publique (DASS). Je vous épargne les détails car je n'aurais jamais pensé que demander ses droits pouvait être considéré comme un crime.

Il est inadmissible que les pouvoirs publics utilisent les enfants pour faire du chantage sur les parents.

Aujourd'hui, c'est avec mes deux enfants, demain ça peut être vous ou vos enfants ! Le droit au logement est un droit vital. Ne restons pas indifférents et soyons solidaires.

Combien a coûté tout ce déploiement policier ? Est-ce que cet argent n'aurait pas été plus utile pour aider des gens à se loger ? ♦

ZINA MOUELHI

N.B. : Comité de soutien : Coordination des sans-abri, Confédération nationale du travail (Bureau confédéral Bordeaux).

## SOMMAIRE

Page 1 : Big Brother is watching you ! (suite p. 3), Un toit est un droit ! (suite p. 8).

Page 2 : Les habits neufs de la police.

Page 3 : Big Brother is watching you I, Octobre 1994 : agir pour les libertés... désobéir aux lois scélérates, Associations, 1993-1994 : bilan d'une année d'interventions cénétistes (suite p. 4).

Page 4 : 1993-1994 : bilan d'une année d'interventions cénétistes (suite de la page 3).

Page 5 : L'Afrique mise au PAS.

Page 6 : A la petite semaine : Jehovah, Jean-Paul et les autres, Soutien aux antifascistes de Berlin en procès, Thierry s'est suicidé, La « colo » libertaire de Beaumont-en-Diois, Solidarité internationale anarchiste avec Odysseas Kambouris

Page 7 : L'anarchisme espagnol d'Abel Paz et de la motion CNT de 1936, Ciné sélection : le retour de Bakounine, Associations, Rendez-vous.

Page 8 : Un toit est un droit ! (suite de la « une »), Tranche de vie dans le Paris chiraquien.



# le monde libertaire n°6

supplément gratuit au n° 969  
6 au 12 octobre 1994

## Nouvelles de la librairie

### L'édito !

La Librairie du Monde libertaire donne de ses nouvelles ! Plusieurs fois par an, elle vous informe des nouvelles parutions - livres, revues, K7 ou compact disques - en vente 145 rue Amelot 75011 - Paris, ou par correspondance.

Notre librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14h à 19h 30 et le samedi de 10h à 19h 30.

A un panorama de nos nouveautés, s'ajoute un dossier spécial sur le livre anarchiste et surtout sur la brochure anarchiste, moyen économique de faire connaître l'idéal anarchiste et ses pratiques.



Jean-Roger Caussimon, comédien, auteur, compositeur et interprète, s'est imposé dans les mémoires comme un des plus grands "artisans" de la chanson française. Ce recueil de 131 textes, composé selon son propre choix, retrace une carrière d'une exceptionnelle richesse. Epuisé depuis de nombreuses années, ce livre a été enrichi

d'une douzaine de textes et mis à jour afin de les présenter dans leur dernière version chantée. **Jean-Roger Caussimon, Mes chansons des quatre saisons.** 342 pages, préface de Léo Ferré. (inclus un C.D. de 20 chansons enregistrées au Théâtre de la Ville en 1978). 190F.

Le premier janvier 1994, les Indiens du Chiapas pauvres et maltraités, se sont soulevés.

Parce que partout ils étaient exploités jusqu'à ce qu'ils disent : - Basta ! On va se révolter !

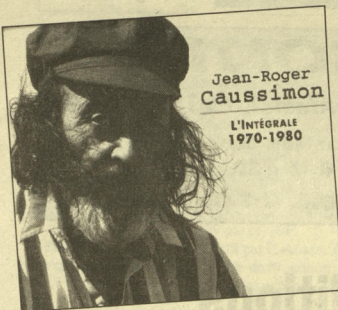
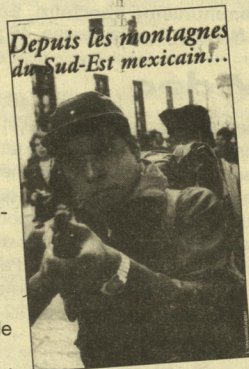
Ils ont pris plusieurs villages dans une action (coordonnée).

Montrant ainsi au monde entier

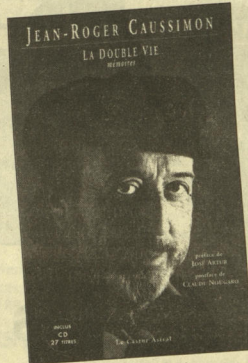
qu'ils étaient une force et qu'ils étaient organisés.

Ils avaient peu d'armement, mais la conscience et le cœur par-devant.

**Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain...** 112 pages, 30F.



**Jean-Roger Caussimon, L'intégrale 1970-1980,** 4 compact disques 487F.



Fils d'un médecin bordelais, le voici comédien au Trianon-Théâtre dans le Bordeaux des années 30. Puis ce sera la guerre et la captivité en Silésie, les premières chansons au cabaret du Lapin Agile, la rencontre avec un "frère donné par le bienheureux hasard" : Léo Ferré. Ces mémoires racontent sans complaisance mais avec tendresse ce chemin jalonné de rencontres,

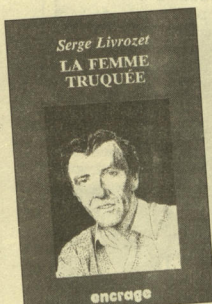
d'amours et de doutes parfois. Un texte enrichi d'une centaine d'illustrations, d'extraits d'entretiens radiophoniques et d'une chronologie.

**Jean-Roger Caussimon, La Double Vie.** 195 pages (inclus un C.D. de 27 chansons enregistrées de 1946 à 1981). 190F.

Les événements du Chiapas ont eu des répercussions mondiales. Le jour d'entrée en vigueur de l'ALENA, une révolte amérindienne a fait trembler le gouvernement mexicain, l'obligeant à révéler son vrai visage.

En France, l'équipe de Nitassinan-CSIA, qui a participé dès les premiers jours aux actions de solidarité avec les peuples du Chiapas, a décidé de consacrer son nouveau dossier à ces événements majeurs.

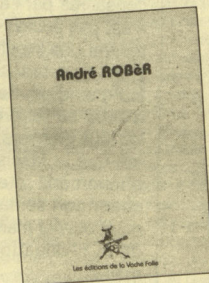
**NITASSINAN, tierra y libertad, La révolte du Chiapas.** Revue de 32 pages, 30F.



Emprisonné à différentes reprises pour des délits de "réappropriation", Serge Livrozet a mis à profit cette immobilisation forcée pour acquérir le savoir qui lui faisait défaut et réfléchir aux raisons qui l'avaient amené à commettre des actes dits illégaux. Aujourd'hui, dans *La Femme truquée*, Serge Livrozet soulève la question de l'équité judiciaire des citoyens et s'interroge

notamment sur leur responsabilité pénale - ou non - lorsque la folie commande leurs actes.

**La Femme truquée par Serge Livrozet.** 258



Julien Blaine.

"Cette monographie montre l'évolution qui s'est opérée depuis 1988 dans la pratique picturale d'André ROBÈR" Daniel Germain.

**André ROBÈR.** 72 pages 80F.

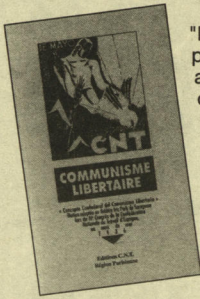
"Chaque monstration d'André ROBÈR est toujours une exploration importante. Rien d'étonnant à cela, le rôle conféré à la création est d'investir des champs de recherche et de les remettre en cause aussitôt cette dernière terminée."

### LES TEMPS SONT DIFFICILES

Si vous faites une commande de plus de 600F, vous pouvez payer en trois fois (envoyer trois chèques). **N'oubliez pas d'ajouter 10%** pour les frais postaux. Si vous êtes abonnés au Monde Libertaire, vous ne paierez pas de frais de port en joignant à votre commande la bande de routage. De même, en se déplaçant à Publico, les heureux possesseurs de la carte de soutien à Radio Libertaire bénéficient d'une remise de 5% sur tous les livres, K7, CD.

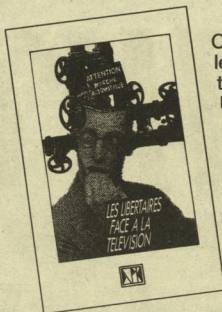
Si recevoir de nos nouvelles vous importune, prévenez-nous simplement en téléphonant au 48 05 34 08 (fax 49 29 98 59) ou mettez-nous un mot par courrier.

# NOUVEAUTÉS



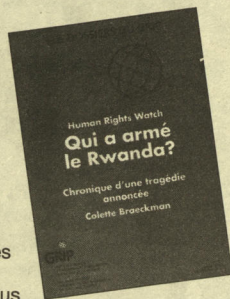
"L'un des plus beaux programmes jamais avancés par une organisation révolutionnaire". C'est ainsi que qualifiait René Riesel la motion du IVème congrès de la C. N. T. d'Espagne à Saragosse en mai 1936.

Abordant tous les sujets liés à la vie de la commune libertaire : l'organisation des producteurs, relations et échanges des produits, sexualité, religion, ... ce texte reste incontournable. **Communisme libertaire, Editions de la C.N.T. Région Parisienne**, 48 pages, 25F.



Cette brochure offre aux lecteurs un cliché sur le thème de la télévision. Un survol de la presse libertaire amène à constater une chose : la position anarchiste est sans grande surprise, voir très conventionnelle. On s'en tient à des généralités, à des critiques aisées. Ici, notre intention est de lancer le débat.

Composée de contributions diverses : réflexions, entretiens, textes mettant face à face les "pro" et les "anti" T.V. elle propose un panorama intéressant sur les différentes opinions qui traversent notre courant. **Les libertaires face à la télévision**. 52 pages, 30F.



"Depuis avril 94, alors que les massacres ont ruiné pour longtemps tous les espoirs de paix, de réconciliation, sinon de coexistence entre Hutus et Tutsis, seule parle la logique des armes. L'eau manque, il n'y a plus rien à manger dans la capitale, la famine est inévitable dans l'ensemble du pays. Mais les armes, elles, ne font pas défaut..." C. Braeckman. **Qui a armé le Rwanda ?, Chronique d'une tragédie annoncée par C. Braeckman** (Les dossiers du GRIP). 78 pages, 60F.

## Vidéo

Homme d'action et puissant penseur libertaire espagnol né en 1921, Abel Paz est venu cet été dans le Midi nous parler de sa vie, à l'occasion de la parution d'un tome de ses mémoires. Porté par l'ambiance fraternelle, cet homme hors du commun, biographe de Durruti, nous raconte des moments cruciaux de l'histoire moderne espagnole. Il nous offre une vision décapante, mais optimiste, du monde d'aujourd'hui. **Le déjeuner sur l'herbe d'un anarchiste, Abel Paz**. Vidéo de 92 minutes, 159F.



C'est l'histoire inédite de la Barcelone de 1942, pleine d'espoir en la chute prochaine des fascismes européens, celle aussi d'un peuple à la bravoure encore indomptée, tout illuminé qu'il est d'avoir durant trois ans approché "l'âge d'or" d'une société nouvelle. **Barcelone 1942, Abel Paz raconte...** Vidéo de 102 minutes, 149F.

Pendant que nous assistons impuissants aux événements qui secouent la planète, les effets de ce déluge continu d'informations et de cette homogénéisation de l'image à l'échelle mondiale se font de plus en plus sentir. Pour arrêter le flot de ces manoeuvres de diversions verbeuses et absurdes, Chomsky propose rien de moins que de suivre "un cours d'autodéfense intellectuelle". **Chomsky, les médias et les illusions nécessaires**. Vidéo de 165 minutes, 219F.

Le texte intégral de toutes les interventions. 95 pages, 60F.

## Audio

Honni soit qui mal y pense Y en a toujours qui manigancent. Qui trafiquent avec la chance des coups fourrés au goût bien rance Ils sont frappés par la démence et rêvent de faire des choses immenses  
Ils souhaitent demain pour la France un peuple doué d'intelligence De but en blanc ils mènent la danse et ne montrent aucune indulgence Faut voir avec quelle aisance ils t'humilient avec arrogance Ils abusent de ta confiance tout ça sans aucune convenance Ils abusent de ta patience.  
Ils font tout par derrière, tout pour faire leur carrière Malhonnêtes ou sincères, leur programme est un mystère Ils prônent la paix, font la guerre, engagent des mercenaires Vendent des armes nucléaires, t'offrent un ticket pour l'enfer.  
**Tout le monde à l'usine, nouvel album 16 titres de Raymonde et les blancs becs**. CD, 97F. - K7, 65F.

L'internationale noire de Louise Michel, Le triomphe de l'anarchie de Charles d'Avray, La révolte de Sébastien Faure, Heureux temps de Paul Paillette, Le père la purge, la chanson du père Duchesne, La ravachol, ... de biens belles chansons enregistrées dans les années 50 par les quatre barbus et depuis longtemps introuvables. **Le triomphe de l'anarchie**, K7 de 14 titres, 45F.

## Vient de paraître



88 pages, 60F.

## RENCONTRES

au 145, rue Amelot, 75011 Paris

Plusieurs samedis dans l'année à 16 h 30

« Un livre... un auteur »

## Les éditions du Monde Libertaire

L'œuvre de Luigi Fabbri est restée longtemps inaccessible aux lecteurs français. Publier pour la première fois, comme nous le faisons ici, un recueil des principaux textes consacrés par Fabbri au fascisme n'est pas seulement un moyen de réparer une injustice.

Un des mérites, et non des moindres, de Fabbri aura été d'avoir su rendre compte, parmi les tous premiers, du danger extrême que le fascisme, en tant que phénomène international, faisait courir non seulement au mouvement ouvrier mais aux fondements de la civilisation humaine elle-même.

**La lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme par Gaetano Mandredonia**. 416 pages, 110F.





